



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-014

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit privé,
parcours type Droit des personnes et de la famille,
Année universitaire 2018-2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit privé,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de Faculté de Droit et Science Politique en date du 13 février 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit privé, parcours type Droit des personnes et de la famille sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit privé, parcours type Droit des personnes et de la famille est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit interne, comparé et international, en particulier, en droit civil, en droit de la santé, en droit de l'action sociale etc.

ARTICLE 2. Conditions d'accès :

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit privé, parcours type Droit des personnes et de la famille, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit privé, d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2ème année du master Droit, Économie, Gestion, mention Droit privé, parcours type Droit des personnes et de la famille, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le master 2ème année Droit, Économie, Gestion, mention Droit privé, parcours type Droit des personnes et de la famille, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 3 unités d'enseignement, le second semestre, 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 54 et 6 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche

7.1 - Pour l'UE4, l'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

7.2 - Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage en entreprise d'une durée minimale de deux mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

7.3 - Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité. Le mémoire est soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du Président de l'université.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - L'examen de Master comporte une session unique d'examen pour chaque semestre.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la session unique

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

UE1 : Deux épreuves écrites de 5h portant sur deux matières tirées au sort.

UE2 et UE3 : un grand oral sous forme d'un exposé- discussion à partir d'un sujet tiré au sort portant sur l'unité 2 ou 3, préparé pendant 30 minutes par le candidat. Le sujet tiré au sort est exposé par le candidat pendant 15 minutes et donne lieu à une note affectée à l'unité correspondante. Il est complété par une question portant sur l'autre unité qui fait l'objet d'une note séparée.

UE4 : l'étudiant remet un rapport de stage ou un mémoire de recherche ; chacun fait l'objet d'une soutenance devant un jury désigné par le responsable du diplôme.

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen des 2 semestres est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les étudiants :

Absents à la session unique du semestre concerné et :

- qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est à dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur),
- et qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours calendaires suivant la fin de la période d'examen concernée,

- et, qui ont reçu un avis favorable de la commission composée du Doyen et de deux membres du bureau de la Faculté. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. Le Président est lié par cet avis.

ARTICLE 10. Bonifications

10.1- Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 11. Condition de validation des unités et des semestres

11.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 540/1080 pour le premier semestre et un total de 60/120 pour le second semestre; dans ce cas, les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

11.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation.

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de points de 540/1080 pour le premier semestre et un total de 60/120 pour le second semestre. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 54 et 6 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 12. Conditions d'attribution d'une mention

12.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99

- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 13. Délivrance du diplôme

13.1 - Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury du diplôme peut octroyer des points de jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire,



PJ : annexes

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Total Points Enseignement
UE1	Enseignements Fondamentaux	Obligatoires	30	118	2 écrits de 5 heures portant sur 2 matières tirées au sort	600 (300 chacun)
	La personne : la personnalité			18		
	Les couples			18		
	L'enfant : la filiation			18		
	La personne vulnérable : incapacité, notion et régime			18		
	Le droit de la bioéthique			18		
	Le droit patrimonial de la famille			18		
	Les solidarités familiales			10		
UE2	Enseignements complémentaires	Obligatoires	12	40	Grand Oral	240
	La personne : droits de l'homme et droit européen de la personne			10		
	Le couple : droit comparé des personnes et de la famille			10		
	Droit pénal des mineurs			10		
	La personne vulnérable : les droits du malade			10		
UE3	Séminaires	Obligatoires	12	65	Grand Oral	240
	Enfance et adolescence en difficulté			15		
	Surendettement			10		
	Responsabilités professionnelles			10		
	Protection sociale de la famille			10		
	Protection internationale de la personne			10		
	Vie familiale et activité professionnelle			10		
Bonification		Facultatif			3.33% du total des points du semestre	
TOTAL semestre 3			54	223		1080

Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Total Points Enseignement
UE4	Enseignements Séminaires professionnels:	Obligatoire		10	Non évalué	120
	Orientation à choix :	Au choix	6			
	Voie professionnelle : Stage				Rapport de stage et soutenance	
	Voie recherche : Mémoire				Mémoire et soutenance	
Bonification		Facultatif			3.33% du total des points du semestre	
TOTAL semestre 4			6	10		120
TOTAL ANNEE			60	233		1200

Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media